Retraite à Bujumbura sur les "principaux défis" socio-économiques du Burundi

@rib News, 12/07/2017 – Source Xinhua Le Ministre burundais des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale (MRECI) a organisé mercredi à Bujumbura avec les partenaires multilatéraux, une retraite centrée sur les "principaux défis" socio-économiques du Burundi aujourd'hui, soit plus de deux ans après l'éclosion de la crise électorale d'avril 2015. Cette retraite a réuni de hauts cadres burundais des ministères socio-économiques dont le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage Dô-Guide Rurema (photo), ainsi que des représentants des différentes agences onusiennes ainsi que des représentants de la Banque Mondiale (BM) et de la Banque Africaine de Développement (BAD) au Burundi.

Le ministre burundais des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale, Alain-Aimé Nyamitwe, a déclaré que ces assises offrent une bonne occasion "d'examiner les principaux défis socio-économiques du Burundi" et de mener des échanges sur les réponses appropriées. Il a souhaité également que ces discussions soient "franches, empreintes de la même compréhension et de la même amitié" qui caractérisent les bonnes relations liant le Burundi aux différents segments de la communauté internationale. Le ministre a remercié à cette occasion les partenaires multilatéraux pour leurs appuis "au moment où certains autres partenaires les suspendaient ou les arrêtaient carrément".

La conjoncture actuelle burundaise est marquée par des défis sur le plan macro-économique, a poursuivi le ministre Nyamitwe en citant notamment la prestation des services de base (dont celles de l'éducation et de la santé) et les capacités de production agricoles réduites ; fragilisant par là la sécurité alimentaire. "Malgré les efforts significatifs du gouvernement burundais pour établir la situation dans ces domaines, d'importantes séquelles persistent et appellent une attention accrue des différents partenaires que vous êtes pour aider à leur résorption", a-t-il insisté. Certes, il y a beaucoup de priorités dans le pays en ce moment, a-t-il signalé avant de faire remarquer que le gouvernement burundais a déjà « prioriser certaines en dirigeant les besoins les plus pressants », en l'occurrence les secteurs de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, les déséquilibres macro-économiques et l'humanitaire. Ces rubriques, a-t-il recommandé, font l'objet de "la plus grande attention" au cours de cette retraite. Ainsi, a-t-il suggéré, dans le secteur agricole, les réponses aux principaux défis que sont la productivité et l'intensification agricole, la gestion post-récolte des produits, le changement climatique, la recherche en agriculture et en élevage ainsi que le repeuplement du cheptel, sont multiformes et diversifiées selon la taille des enjeux spécifiques pour chacun d'entre eux. À ses yeux, les réponses à ces défis du secteur agricole, devraient aboutir à l'affectation de moyens additionnels au Fonds Commun pour les Fertilisants et les Amendements (FCFA), à l'alimentation du Fonds Commun pour les Semences (FCS), à la mécanisation agricole, à la mise en place des petites unités de transformation et de conservation des produits agricoles et d'élevage, à l'aménagement des marais et des bassins versants, ainsi qu'à la construction et à l'équipement des infrastructures modernes de recherche. En revanche, a poursuivi le ministre Nyamitwe, dans le domaine de la santé, les réponses aux défis ad hoc doivent être cohérentes avec la mise en œuvre avec la politique nationale de santé 2016-2025, dont le fer de lance est l'enracinement dans le pays, d'une approche de soins intégrée, de qualité et de proximité. De manière concrète, a-t-il spécifié, les résultats attendus de cette politique, sont le contrôle du paludisme, l'élimination du VIH-SIDA et de la tuberculose, le contrôle de la mortalité maternelle, néonatale et infantile, le contrôle des maladies non transmissibles, le renforcement et la consolidation d'un système d'alerte rapide de prévention des épidémies et la maîtrise de la croissance démographique, notamment par l'utilisation des méthodes modernes de contraception. Dans le secteur de l'éducation, le ministre a plaidé pour l'appui de la communauté internationale dans la mise en œuvre des formes burundaises en matière d'infrastructures scolaires et académiques, de matériel didactique et pédagogique, de équipements de laboratoires et de bibliothèques, de formation continue des formateurs ainsi que l'octroi du financement international accordé dans le cadre des mécanismes du Fonds Commun pour l'Éducation (FCE). Il a souligné que dans le secteur macro-économique, la balance burundaise des paiements "a tellement souffert" de la suspension de certains appuis extérieurs. "Nous souhaitons que les partenaires nous accordent des appuis budgétaires pour que nous puissions parvenir progressivement à l'équilibre de cette balance", a-t-il plaidé. En matière de prévention des risques et de gestion des catastrophes, M. Nyamitwe a relevé trois défis prioritaires : l'allocation des fonds nécessaires pour la mise en œuvre du Plan de réponse humanitaire 2017, la réintégration des sinistrés installés dans des sites de transit, ainsi que le renforcement de la capacité de coordination et de préparation aux urgences. Pour sa part, l'ambassadeur Jörg Lauber, en qualité de président de la Configuration Burundi de la Commission de l'ONU pour la consolidation de la Paix, a relevé "l'importance de la dimension socio-économique pour le retour du Burundi vers la paix et la prospérité durable pour son peuple". M. Lauber s'est félicité de cette rencontre entre le gouvernement burundais et ses partenaires internationaux, qui, selon lui, constitue "une étape importante d'un dialogue encouragé et facilité par la Configuration", afin de donner un coup d'accélérateur aux travaux de ce processus de partenariat international sur la situation socio-économique du Burundi. Pour lui, ce processus commencé en novembre 2016 à Genève (Suisse) entre les partenaires multilatéraux du Burundi, poursuivi en mars dernier à Bujumbura, devra se consolider pour continuer au-delà de cette retraite de juillet 2017.

À

À

```
(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});
```